



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 79.200/17
du 4 mai 2026

advies 79.200/17
van 4 mei 2026

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
au trajet de réintégration du
militaire qui ne peut plus
exercer sa fonction
temporairement ou
définitivement pour motif de
santé'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende het re-
integratietraject van de militair
die om gezondheidsredenen
tijdelijk of definitief zijn
functie niet meer kan
uitoefenen'

Le 9 avril 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Défense, chargé du Commerce extérieur à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'relatif au trajet de réintégration du militaire qui ne peut plus exercer sa fonction temporairement ou définitivement pour motif de santé'.

Le projet a été examiné par la dix-septième chambre le 4 mai 2026. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, président, Luc DONNAY, président de chambre, Anne-Stéphanie RENSON, conseillère d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été rédigé par Julien GAUL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Anne-Stéphanie RENSON.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 4 mai 2026.

*

Op 9 april 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Defensie, belast met Buitenlandse Handel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk 'besluit betreffende het re-integratietraject van de militair die om gezondheidsredenen tijdelijk of definitief zijn functie niet meer kan uitoefenen'.

Het ontwerp is door de zeventiende kamer onderzocht op 4 mei 2026. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, voorzitter, Luc DONNAY, kamervoorzitter, Anne-Stéphanie RENSON, staatsraad, Christian BEHRENDT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is opgesteld door Julien GAUL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Anne-Stéphanie RENSON.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 4 mei 2026.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

RECEVABILITÉ PARTIELLE DE LA DEMANDE D'AVIS

La demande d'avis porte sur un projet d'arrêté royal 'relatif au trajet de réintégration du militaire qui ne peut plus exercer sa fonction temporairement ou définitivement pour motif de santé' (ci-après : « le projet 77.819/4 ») sur lequel la section de législation a donné, le 30 juin 2025, l'avis 77.819/4.

Lorsque la section de législation a donné un avis, elle a épuisé la compétence que lui confère la loi et il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer à nouveau sur les dispositions déjà examinées, qu'elles aient été revues pour tenir compte des observations formulées dans le premier avis ou qu'elles demeurent inchangées.

Il en va différemment lorsqu'il est envisagé d'insérer dans le texte des dispositions entièrement nouvelles, dont le contenu est indépendant des observations ou suggestions faites dans le premier avis et à condition que ces modifications ne relèvent pas du pur détail ou ne soient pas purement formelles. En pareil cas, l'avis porte sur ces dispositions nouvelles.

Il en va aussi différemment quand interviennent, après le premier avis, des éléments juridiques nouveaux, de nature à justifier un nouvel examen du texte par la section de législation : en pareille hypothèse, le nouvel examen du texte a pour objet l'incidence de ces éléments juridiques nouveaux sur le texte en cause.

En conséquence, la section de législation limite son examen aux seules dispositions et modifications suivantes :

- l'article 3, en ce que les 3^o et 4^o sont supprimés et partiellement intégrés dans le 1^o et 2^o ;
- l'article 5 ;
- l'article 6, alinéa 2, 1^o, en ce qu'il est renvoyé à l'article 1.4-71/1 du Code du bien-être au travail ;
- l'article 7, alinéa 1^{er}, 2^o ;
- l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;
- l'article 10, § 1^{er}, alinéa 3, 2^o et 3^o, l'article 11, alinéa 2, l'article 14, 2^o, et l'article 16, 2^o, en ce qu'ils suppriment, en substance, la référence au caractère « actuel et potentiel » de l'état de santé et insèrent la notion de « possibilités » du militaire ;
- l'article 15, alinéa 2 ;

- l'article 20 en ce que l'hypothèse de fin du trajet de réintégration visée à l'article 19, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 8^o, du projet 77.819/4, est supprimée ;

- l'article 22, alinéa 1^{er}, seconde phrase ;

- l'article 23 ;

- l'article 24, en ce que, par rapport au projet 77.819/4, la phrase introductive de l'article 2, alinéa 1^{er}, en projet de l'arrêté royal du 10 août 2005 'relatif aux commissions militaires d'aptitude et de réforme' est modifiée, l'alinéa 2 est abrogé et l'alinéa 3 est complété.

- l'article 25, dans la mesure où les parties suivantes de l'article 4/1 de l'arrêté royal du 10 août 2005 sont supprimées par rapport au projet 77.819/4 : le paragraphe 2, alinéas 1^{er}, 5^o, et 2, et le paragraphe 3.

La demande d'avis est irrecevable pour le surplus.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Interrogé sur l'articulation du dispositif avec les dispositions du Code du bien-être au travail, le délégué a expliqué que toutes les dispositions de ce Code, y compris celles relatives au trajet de réintégration¹, qui ne sont pas inconciliables avec le projet demeurent pleinement applicables².

Cela gagnerait à être formulé explicitement dans le rapport au Roi.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 5

Interrogé sur la portée de l'article 5, qui paraphrase l'article I.4-36 du Code du bien-être au travail, au regard de l'habilitation au Roi figurant à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 4 août 1996 'relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail'³, le délégué a expliqué :

« Suite à vos observations, nous envisageons la suppression de l'article 5, dès lors que les dispositions du Code du bien-être au travail à ce sujet sont applicables telles quelles aux militaires ».

¹ Voir par exemple l'article I.4-81 du Code qui prévoit que « [l']employeur prend à sa charge les frais de déplacement du travailleur liés au trajet de réintégration ».

² Voir par ailleurs l'observation relative aux articles 5 et 23.

³ Cette disposition énonce : « Le Roi peut fixer des mesures spécifiques afin de tenir compte de la situation spécifique notamment des travailleurs à domicile, des travailleurs domestiques, du personnel de maison, des petites et moyennes entreprises, des forces armées, des services de police et des services de protection civile en vue d'obtenir un niveau de protection équivalent ».

Cette disposition sera donc omise.

Une observation analogue vaut pour l'article 23.

Article 6

Comme en a convenu le délégué, il sera renvoyé à l'article I.4-71/4 et non à l'article I.4-71/1 du Code du bien-être au travail afin de viser la disposition qui précise la manière dont se déroule la visite de pré-reprise.

Article 7

De l'accord du délégué, il sera prévu, comme à l'article I.4-73, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code du bien-être au travail ⁴, que le médecin traitant peut également introduire la demande de trajet de réintégration si le militaire y consent.

Article 15

Tel que l'alinéa 2 est rédigé, le directeur général human resources (en abrégé : « DGHR ») ne disposera pas du rapport du chef de corps, ce qui n'est pas cohérent avec la phrase introductive de l'article 16. Comme l'a expliqué le délégué, telle n'est pas l'intention.

L'alinéa 2 sera revu en conséquence.

Article 20

Interrogé sur la suppression de l'hypothèse de fin du trajet de réintégration lorsque l'examen médical visé à l'article 4/1 de l'arrêté royal du 10 août 2005 'relatif aux commissions militaires d'aptitude et de réforme' conduit à proposer l'inaptitude du militaire, le délégué a expliqué :

« Selon les modifications apportées à l'article 2 de l'arrêté royal du 10 août 2005, il ne peut y avoir de trajet de réintégration en parallèle à une procédure CMAR, il ne peut donc y avoir d'examen médical en même temps qu'un trajet de réintégration. Le 8^o n'a donc pas lieu d'être. Il en est de même pour le 2^o que nous avons oublié de supprimer ».

La disposition sera revue en conséquence.

⁴ Tel que modifié par l'arrêté royal du 17 décembre 2025 'modifiant le Code du bien-être au travail en ce qui concerne la réintégration des travailleurs en incapacité de travail et la prévention des absences de longue durée'.

Article 24

1. Interrogé sur la portée des modifications apportées à l'article 24, le délégué a expliqué :

« L'objectif de cette disposition est de donner priorité au trajet de réintégration sur la procédure CMAR lorsque le militaire a un potentiel de travail. Dans ce cas, le chef de corps peut entamer un trajet de réintégration sans le consentement du militaire. Il doit donc demander un trajet de réintégration et non une procédure CMAR. Si un trajet de réintégration est en cours, la procédure CMAR ne peut donc pas non plus être entamée ».

Il est pris acte de ces explications.

2. Au c), dans la version française, le mot « pas » sera omis et, dans la version néerlandaise, la seconde occurrence des mots « in een » sera omise.

OBSERVATION FINALE

Le projet ne comportant plus de disposition fixant une date d'entrée en vigueur, celui-ci entrera en vigueur le dixième jour suivant le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

L'auteur du projet vérifiera s'il ne convient pas de prévoir des mesures transitoires pour tenir compte du fait que des militaires sont actuellement soumis au trajet de réintégration tel que prévu par le Code du bien-être au travail.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

GEDEELTELIJKE ONTVANKELIJKHEID VAN DE ADVIESAANVRAAG

De adviesaanvraag heeft betrekking op een ontwerp van koninklijk besluit ‘betreffende het re-integratietraject van de militair die om gezondheidsredenen tijdelijk of definitief zijn functie niet meer kan uitoefenen’ (hierna: “ontwerp 77.819/4”), waarover de afdeling Wetgeving op 30 juni 2025 advies 77.819/4 heeft gegeven.

Wanneer de afdeling Wetgeving een advies heeft gegeven, heeft ze de bevoegdheid waarover ze krachtens de wet beschikt, volledig uitgeoefend. Het komt haar derhalve niet toe zich opnieuw uit te spreken over de reeds onderzochte bepalingen, ongeacht of die zijn herzien om rekening te houden met de opmerkingen die in het eerste advies zijn gemaakt, dan wel ongewijzigd blijven.

Dat geldt niet wanneer wordt overwogen in de tekst volledig nieuwe bepalingen in te voegen waarvan de inhoud losstaat van de opmerkingen of voorstellen die in het eerste advies werden geformuleerd, en op voorwaarde dat die wijzigingen niet louter detailkwesties of louter formele aanpassingen betreffen. In zo’n geval heeft het advies betrekking op die nieuwe bepalingen.

Dat geldt evenmin wanneer na het eerste advies nieuwe juridische gegevens opduiken die grond kunnen opleveren voor een nieuw onderzoek van de tekst door de afdeling Wetgeving: in zo’n geval heeft het nieuwe onderzoek van de tekst betrekking op de weerslag van die nieuwe juridische gegevens op de betrokken regeling.

De afdeling Wetgeving beperkt haar onderzoek dienovereenkomstig tot enkel de volgende bepalingen en wijzigingen:

- artikel 3, in zoverre de punten 3° en 4° worden geschrapt en gedeeltelijk in de punten 1° en 2° worden opgenomen;
- artikel 5;
- artikel 6, tweede lid, 1°, in zoverre het verwijst naar artikel 1.4-71/1 van de Codex over het welzijn op het werk;
- artikel 7, eerste lid, 2°;
- artikel 10, § 1, eerste lid;

- artikel 10, § 1, derde lid, 2° en 3°, artikel 11, tweede lid, artikel 14, 2°, en artikel 16, 2°, in zoverre ze in hoofdzaak de verwijzing schrappen naar de “huidige en potentiële” aard van de gezondheidstoestand, en het begrip “mogelijkheden” van de militair invoegen;

- artikel 15, tweede lid;

- artikel 20, in zoverre het geval waarin het re-integratietraject wordt beëindigd, bedoeld in artikel 19, § 1, eerste lid, 8°, van ontwerp 77.819/4, wordt geschrapt;

- artikel 22, eerste lid, tweede zin;

- artikel 23;

- artikel 24, in zoverre, ten opzichte van ontwerp 77.819/4, de inleidende zin van het ontworpen artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 ‘betreffende de militaire commissies voor geschiktheid en reform’ wordt gewijzigd, het tweede lid wordt opgeheven en het derde lid wordt aangevuld;

- artikel 25, in zoverre, ten opzichte van ontwerp 77.819/4, paragraaf 2, eerste lid, 5°, en tweede lid, en paragraaf 3 van artikel 4/1 van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 worden geschrapt.

Voor het overige is de adviesaanvraag onontvankelijk.

ALGEMENE OPMERKING

Op de vraag hoe het dispositief zich verhoudt tot de bepalingen van de Codex over het welzijn op het werk, heeft de gemachtigde geantwoord dat alle bepalingen van die Codex die niet onverenigbaar zijn met het ontwerp, waaronder ook de bepalingen betreffende het re-integratietraject,¹ volledig van toepassing blijven.²

Die precisering zou expliciet in het verslag aan de Koning moeten worden opgenomen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 5

Aan de gemachtigde is gevraagd wat de strekking is van artikel 5, dat een parafrase is van artikel I.4-36 van de Codex over het welzijn op het werk, ten aanzien van de machtiging die aan de Koning wordt verleend bij artikel 4, § 1, derde lid, van de wet van 4 augustus 1996

¹ Zie bijvoorbeeld artikel I.4-81 van de Codex, dat het volgende bepaalt: “De werkgever neemt de verplaatsingskosten van de werknemer verbonden aan het re-integratietraject voor zijn rekening.”

² Zie voorts de opmerking over de artikelen 5 en 23.

‘betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk’.³ De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

“Suite à vos observations, nous envisageons la suppression de l’article 5, dès lors que les dispositions du Code du bien-être au travail à ce sujet sont applicables telles quelles aux militaires.”

Die bepaling moet dus worden weggelaten.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 23.

Artikel 6

Zoals de gemachtigde heeft beaamd, dient te worden verwezen naar artikel I.4-71/4 in plaats van naar artikel I.4-71/1 van de Codex over het welzijn op het werk, zodat de bepaling wordt vermeld die regelt hoe het bezoek voorafgaand aan de werkhervatting verloopt.

Artikel 7

Zoals de gemachtigde heeft beaamd, dient naar het voorbeeld van artikel I.4-73, § 1, eerste lid, 1°, van de Codex over het welzijn op het werk⁴ te worden bepaald dat ook de behandelend arts een aanvraag voor een re-integratietraject kan indienen indien de militair ermee instemt.

Artikel 15

Het tweede lid is zo geredigeerd dat de directeur-generaal human resources (afgekort als “DGHR”) niet over het verslag van de korpscommandant beschikt, hetgeen niet spoort met de inleidende zin van artikel 16. De gemachtigde heeft verklaard dat dit niet de bedoeling is.

Het tweede lid moet dan ook worden herzien.

Artikel 20

Aan de gemachtigde is gevraagd waarom het geval wordt geschrapt waarin het re-integratietraject wordt beëindigd wanneer ten gevolge van het medisch onderzoek, bedoeld in artikel 4/1 van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 ‘betreffende de militaire commissies voor geschiktheid en reform’, wordt voorgesteld de militair ongeschikt te verklaren. De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

³ Die bepaling luidt als volgt: “De Koning kan bijzondere maatregelen vaststellen om rekening te houden met de specifieke toestand van inzonderheid de thuiswerkers, de dienstboden en het huispersoneel, de kleine en middelgrote ondernemingen, de krijgsmacht, de politiediensten en de diensten voor burgerbescherming, met het oog op het bereiken van een gelijkwaardig beschermingsniveau.”

⁴ Zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 december 2025 ‘tot wijziging van de codex over het welzijn op het werk wat de re-integratie van arbeidsongeschikte werknemers en de preventie van langdurige afwezigheid betreft’.

“Selon les modifications apportées à l'article 2 de l'arrêté royal du 10 août 2005, il ne peut y avoir de trajet de réintégration en parallèle à une procédure CMAR, il ne peut donc y avoir d'examen médical en même temps qu'un trajet de réintégration. Le 8° n'a donc pas lieu d'être. Il en est de même pour le 2° que nous avons oublié de supprimer.”

De bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 24

1. Op de vraag wat de strekking is van de wijzigingen die in artikel 24 worden aangebracht, heeft de gemachtigde de volgende uitleg gegeven:

“L'objectif de cette disposition est de donner priorité au trajet de réintégration sur la procédure CMAR lorsque le militaire a un potentiel de travail. Dans ce cas, le chef de corps peut entamer un trajet de réintégration sans le consentement du militaire. Il doit donc demander un trajet de réintégration et non une procédure CMAR. Si un trajet de réintégration est en cours, la procédure CMAR ne peut donc pas non plus être entamée.”

Van die uitleg wordt akte genomen.

2. In de Franse tekst van de bepaling onder c) moet het woord “pas” worden weggelaten, en in de Nederlandse tekst de tweede vermelding van de woorden “in een”.

SLOTOPMERKING

Daar het ontwerp geen bepaling meer bevat waarin de datum van inwerkingtreding wordt vastgesteld, zal het besluit in werking treden op de tiende dag volgend op de dag waarin het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De steller van het ontwerp moet nagaan of er geen overgangsmaatregelen nodig zijn om rekening te kunnen houden met het feit dat er op dit moment militairen in een re-integratietraject zitten zoals geregeld in de Codex over het welzijn op het werk.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO